L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

S. P. WEISSE & Co. — Rue St. Louis et Nouvelle.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 2 JUILLET 1861.

C. F. WEISSE, P. LIMOT. — S. DUFOUR, G. HARRY. — Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,
MARDI MATIN, 2 JUILLET.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les dix numéros. Ce paiera aux porteurs.

La neutralité de la France.

Nous avons déjà exposé, il y a cinq ou six jours, que le gouvernement français avait déclaré vouloir rester neutre dans la guerre engagée entre les Etats Unis et les Etats Confédérés, et qu'il avait décidé que les navires armés des deux parties belligérantes qui entreraient dans le port français n'y auraient pas plus de vingt-quatre heures. Le décret de Napoléon III confirmant ces déclarations nous est parvenu hier et on en trouvera le texte plus loin. Un examen attentif de ce document nous a amené à la conviction que la France ne pouvait prendre d'attitude plus favorable aux Etats Confédérés que celle de la neutralité.

Des termes du décret de Napoléon III il résulte que les Etats Confédérés sont considérés comme partie belligérante et comme égale droit, à ce titre à invoquer tous les usages de la guerre entre nations civilisées. Le décret va plus loin, car il place les Etats Confédérés absolument sur le même pied que les gouvernaux et quant à toute autre nation néanmoins, en leur appliquant dans toutes ses dispositions la législation française sur les corsaires et les prises. On ne trouvé, en effet, dans les différentes dispositions de ce document que la répétition des articles de la célèbre ordonnance sur la marine de mois d'août 1681, ordonnance qui, bien que datant du règne de Louis XIV, régit encore les matières maritimes, et sert de base à la jurisprudence dans l'interprétation de la loi commerciale moderne. Voici le texte des articles 14 et 15 de cette ordonnance :

Article 14.—Aucune voiture ne pris par contravention ayant commission étrangère ne pourront demeurer plus de 24 heures dans nos ports et havres, s'ils n'y sont retenus par la tempête, ou si la prise n'a été faite sur quelques côtes.

Article 15.—Et dans les mêmes délais dans nos ports par les navires de guerre armés sous commission étrangère, il ne trouve des marchandises qui aient été mises à bord en allège, celles de nos sujets seront leur remises, et les autres ne pourront être mises en magasin ni achetées par aucune personne sous quelque prétexte que ce soit.

Telle est la législation applicable aux navires des deux parties belligérantes dans toute l'étendue de la juridiction française. Quant aux corsaires, le gouvernement anglais a donné le même avertissement à ses nationaux.

Voici le texte du décret dont il s'agit, tel qu'il a été publié dans le *Moniteur* du 11 juin :

Sa majesté l'Empereur des Français, prenant en considération l'état de guerre qui existe entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, a résolu de maintenir une stricte neutralité dans le conflit existant entre le gouvernement de l'Union et les Etats qui se proposent de former une Confédération séparée.

En conséquence, en exécution de l'article 14 de l'ordonnance sur la marine du mois d'août 1681, l'article 3 de la loi du 10 avril 1825, les articles 84 et 85 du code pénal, et de suivante du décret du 24 mars 1852, 313 et suivants du code pénal maritime et l'article 21 du Code Napoléon,

Donne :

Aucun batiment de guerre ou corsaire de l'une des deux parties belligérantes ne pourra entrer ou rester avec des prises dans nos ports ou nos rades plus de vingt-quatre heures, excepté le cas de relâche forcé.

2.—Aucune vente de marchandises appartenant à des prises n'est permise dans nos ports ni dans nos rades.

3.—Il est défendu à tout Français de prendre une commission d'aucune des deux parties pour armer des navires de guerre, ou pour accepter des lettres de marque dans le but de faire la course sur les navires, ou de prêter aide ou assistance contre l'autre, à peine d'être traité comme pirate.

4.—Il est également défendu à tout Français résidant en France ou à l'étranger de s'enrôler ou de prendre du service sur aucun navire armé en guerre ou de faire partie de l'équipage d'un de ces navires, ou de prendre part à aucune hostilité entre les deux parties belligérantes.

5.—Les Français résidant en France ou à l'étranger devront également s'abstenir de tout acte qui pourrait compromettre la neutralité déclarée par le présent décret, sous peine d'être considérés comme en cette hostile envers l'une des parties, et comme contrevenir à la neutralité que notre gouvernement a résolu d'observer. Toutes les personnes qui auront contrevenu aux prescriptions et aux recommandations contenues dans la présente déclaration, seront poursuivies, s'il est nécessaire, conformément aux principes de droit et aux usages établis, et des articles 84 et 85 du code pénal, sans préjudice de l'application qui pourrait être faite aux délinquants des prescriptions de l'article 21 du code Napoléon, et de l'article 3 de la loi du 10 avril 1825, et de celui du décret du 24 mars 1852 sur le service de la marine marchande, et 313 et suivants du code pénal maritime.

Le ministre d'Etat, ou entre, que tout Français qui, au mépris des lois de leur pays, se compromettrait dans cette guerre ne devrait plus compter sur la protection du gouvernement quelque arbitraires que soient les mesures auxquelles la seraient exposés. Ceux qui se mettent en hostilité contre une des deux parties belligérantes le font à leurs risques et périls. Le gouvernement anglais a donné le même avertissement à ses nationaux.

Voici le texte du décret dont il s'agit, tel qu'il a été publié dans le *Moniteur* du 11 juin :

Sa majesté l'Empereur des Français, prenant en considération l'état de guerre qui existe entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, a résolu de maintenir une stricte neutralité dans le conflit existant entre le gouvernement de l'Union et les Etats qui se proposent de former une Confédération séparée.

En conséquence, en exécution, vu